



MARSEILLE, FRANCE '12
LE TEMPS DES SOLUTIONS

FORUM MONDIAL DE L'EAU

12 > 17 mars 2012



La gazette du Forum

18 Mars 2012

Sommaire

- Solutions et engagements P. 1
- Des hydro-engagements à poursuivre les efforts P. 2
- La Conférence parlementaire adopte son manifeste P. 3
- Portfolio P. 4/5
- Le Pacte d'Istanbul, instrument d'une reconnaissance historique du rôle des autorités locales et régionales..... P. 6
- Suivre et évaluer pour un meilleur service P. 7
- Panel de haut niveau sur l'eau et les catastrophes : "Il faut se préparer à l'imprévisible" P. 8

> Quelques chiffres sur le Forum

- 173 pays présents au Forum de Marseille
- Plus de 1400 solutions publiées sur la plate-forme des Solutions : solutionsforwater.org
- Près de 1200 journalistes venus des cinq continents
- Plus de 1400 représentants des Autorités Locales et Régionales
- Plus de 2600 jeunes impliqués dans la préparation du Forum et dans ses sessions
- Près de 200 projets de la société civile : Associations, artistes...

Franc succès du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau qui a réuni plus de 35 000 participants à Marseille

Le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau s'est caractérisé par une forte mobilisation de la communauté internationale afin de faire avancer la cause de l'eau et de l'assainissement à l'occasion de plus de 400 sessions ouvertes dont une cinquantaine majeures.

A l'issue de ces six jours de débats et d'échanges, forts de plus de 1 400 solutions pour l'eau et l'assainissement publiées sur la plateforme de partage des solutions, l'ensemble des parties prenantes - agences de l'ONU, gouvernements, parlementaires, autorités locales, bailleurs de fonds, professionnels de l'eau, ONGs, acteurs de la société civile, représentants des femmes et des jeunes - ont déjà annoncé plus d'une centaine d'engagements concrets. Ces solutions et engagements doivent permettre d'accélérer l'accès à l'eau et à l'assainissement, droit humain universel reconnu en 2010, et d'améliorer la préservation et la gestion de cette ressource majeure menacée.

Tout comme le Village des Solutions, solutionsforwater.org, la plateforme des Solutions créée spécifiquement pour le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau - Le Temps des Solutions et qui a également vocation à accueillir les engagements des parties prenantes, est pérennisée pour devenir un lieu de partage, d'échanges et de suivi en vue du 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau qui se tiendra à Daegu Gwangyeoksi, Corée du Sud, en 2015. Le Conseil Mondial de l'Eau portera ces solutions et engagements à Rio de Janeiro (Brésil) à l'occasion de la conférence pour le développement Rio+20 (20 au 22 juin 2012) pour laquelle la question de l'eau et de l'assainissement est inscrite à son agenda. ●

©Photo 6th World Water Forum/ Christophe Tamource



Bart Devos, Eun-Kyng Park, Loïc Fauchon, Henri de Raincourt, Ben Braga, Martine Vassal lors de la session des engagements.

Les engagements du terrain pour l'eau

Les engagements terrain pour l'eau sont basés sur le partage des connaissances et la préservation de l'eau. Ils ont été nombreux à Marseille : programmes d'éducation, création de trente deux fonds pour l'eau, signatures du Pacte d'Istanbul, ou création d'un réseau d'échanges de connaissance.

L'humain constitue la base des engagements.

«Aussi petit que nous soyons, nous devons agir pour l'eau» souligne Bart Devos, président du Parlement Mondial de la Jeunesse pour l'Eau. Les nombreux engagements visent à «créer de liens» : entre les jeunes et les autorités, entre les générations, entre le monde scientifique et politique, entre «voisins» d'un même bassin hydrographique.

Par exemple, la création d'une plateforme d'échanges entre les climatologues et les gestionnaires de l'eau est un des engagements de l'Académie française de l'eau.

«Les solutions doivent s'intégrer dans le territoire» insiste Henri de Raincourt, ministre français chargé de la coopération.

D'autres acteurs, comme le lycéen marseillais Michel Frey, entendent préserver la ressource en eau. Il fait partie des «sentinelles» de l'eau, qui s'engagent à sensibiliser le reste les lycéens pour «qu'ils ne prennent plus des douches de trente minutes».

«Marseille s'engage pour l'eau» déclare Martine Vassal, maire adjointe de la Ville de Marseille, et présidente de la Commission Racines et Citoyenneté. Economiser, mobiliser et partager, tel est le tryptique de la cité phocéenne. Donner le pouvoir d'agir aux acteurs du territoire, aux associations, aux élus locaux et aux citoyens: une des idées maîtresses derrière les engagements du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau.

Des hydro-engagements à poursuivre les efforts

A l'occasion de la clôture du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, les parties se sont engagées sur la voie des politiques de l'eau. La mise en œuvre de solutions plus intégratives, l'application des droits et réglementations existantes et les accords internationaux ont été abordés.



Des solutions plus intégratives

Tous les acteurs s'accordent sur la nécessité d'intégrer l'ensemble des problématiques liées à l'eau, y compris les services rendus par l'environnement. L'Académie de l'Eau s'engage par exemple, à travers Jean-Luc Redaud, «à la mise en place d'une plateforme d'échanges entre scientifiques et gestionnaires» pour intégrer le changement climatique. EDF quant à lui, avec l'International Hydro-power Association et le Groupe Consultatif pour la Recherche Agricole Internationale, s'engage à limiter l'empreinte en eau de ses ouvrages hydrauliques. Un consensus apparaît également pour promouvoir la construction de gouvernances à plusieurs niveaux. « Nous reconnaissons la valeur ajoutée et la nécessité de l'implication des gouvernements locaux pour atteindre l'accès universel à l'eau et à l'assainissement», soutient Juanita During, de l'Agence intergouvernementale de l'eau et l'assainissement en Afrique.

Application des droits et réglementations existantes

Des parlementaires du monde entier et des représentants de l'OCDE s'engagent pour

la prise en compte du droit à l'eau et l'assainissement dans les politiques nationales. Ils appuieront les Etats à mettre en application les législations et conventions existantes.

Accords internationaux

De nouveaux accords ont été lancés, comme par exemple une convention sur les eaux souterraines dans la région arabe. Il s'agit de mettre en œuvre une gestion intégrée de l'eau, précise Chahra Kisa, présidente du centre arabe de sécurité de l'eau. Plusieurs organisations sont engagées à créer des structures internationales pour partager informations et expériences : l'association des multinationales d'Amérique latine FEMSA, par exemple, compte investir 27 millions de dollars sur 32 fonds pour la conservation des bassins versants dans leur région. Les efforts doivent se poursuivre. Brice Lalonde, coordinateur du Sommet du développement durable, s'engage dans cette voie : « Je porterai les meilleures résolutions issus du Forum Mondial de l'Eau de Marseille au sommet de Rio +20 ».

La Conférence parlementaire adopte son Manifeste

Les parlementaires venus du monde entier s'engagent à proposer des solutions aux problèmes de gouvernance de l'eau en adoptant un manifeste qui servira de feuille de route.



6th World Water Forum / Christophe Tamourte

Les élus sont venus en nombre lors de la Conférence Parlementaire.

Après deux jours de travail, la Conférence Parlementaire a atteint un large consensus, conduisant ses 250 participants à adopter un Manifeste. André Flajolet, co-coordonateur du processus parlementaire déclare qu'il s'agit "d'un texte d'acceptabilité universelle qui reflète les sensibilités de chaque pays en matière d'eau. Il oriente les conclusions du Forum de Marseille en perspective de Rio+20." Le manifeste souligne notamment l'importance du bureau d'assistance parlementaire, un outil de connaissance créé par le Conseil mondial de l'eau. Il aidera les parlementaires nationaux à échanger expertise et bonnes pratiques dans le domaine de la gouvernance de l'eau. S'adressant aux parlementaires, Pierre Victoria, deuxième co-coordonateur du processus parlementaire affirme que « ce projet doit nous lier afin de pouvoir finalement créer un Parlement Mondial de l'Eau ».

Les parlements régionaux s'engagent

Les représentants de parlements du monde entier (parlement européen, parlement panafricain, parlement libanais, etc.) ont présenté leurs engagements régionaux. Ainsi, Sophie Auconie membre de la commission Environnement et de l'intergroupe Eau du parlement européen, a détaillé la résolution adoptée hier par l'assemblée de Strasbourg.

« Le parlement appelle tous les Etats membres à adhérer à la Convention de l'ONU de 1997 sur les cours d'eau transfrontaliers et demande à la Commission et aux Etats membres de s'engager de manière plus active en faveur des objectifs du millénaire » précise-t-elle.

Le représentant du parlement libanais, Mohamed Kabbani, après avoir exposé les grands défis des pays arabes dans le domaine de l'accès à l'eau, souligne « qu'un conseil interministériel de la Ligue Arabe a donné en 2011 le feu vert à la mise en place d'une plateforme d'échange d'expériences ». Le Conseil prépare également un plan d'action qui se concentrera sur les moyens d'économiser l'eau dans le secteur agricole et sur un plan concernant l'impact du changement climatique pour l'accès à l'eau et à l'assainissement. Le parlement panafricain a pour sa part adopté une feuille de route en neuf points portant notamment sur l'accès à l'eau et l'assainissement dans les zones négligées. En clôturant la Conférence parlementaire, Henri de Raincourt, ministre français chargé de la Coopération, a estimé que « ce sont les parlements qui dans l'histoire du monde ont reconnu, consacré, mis en œuvre, défendu, élargi et approfondi chacun de ces droits fondamentaux conquis à travers les siècles. Chacune de ces libertés essentielles confèrent à chaque citoyen sa dignité d'homme libre et l'ont tiré de l'asservissement ». ●

La coopération internationale dans le domaine de l'eau s'étend aux PME

Un Réseau Mondial des PME de l'Eau a été lancé vendredi 16 Mars 2012, à l'initiative de l'association française Éa éco-entreprises et avec le soutien de l'ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel) et d'Ubifrance.

Le lancement du réseau a été précédé d'une rencontre de PME et de réseaux de PME travaillant dans le domaine de l'eau venus du monde entier : Colombie, Chili, Maroc, Israël, Portugal... Les participants ont mis en place une charte de collaboration du nouveau réseau, ainsi que le premier plan d'actions. La constitution du Réseau Mondial des PME de l'eau entend mettre en relation des PME de l'eau du monde entier, afin de promouvoir les échanges Nord-Sud, Nord-Nord et Sud-Sud entre entreprises. Elle va également favoriser les transferts de compétences et de technologies.

Les Français aiment leur eau

87% des Français sont satisfaits du service d'eau de leur commune. Une progression constante depuis quelques années.

Le 16^{ème} baromètre CI EAU/TNS Sofres « Les Français et l'Eau », révèle en outre que 7 Français sur 10 trouvent que leur eau du robinet a bon goût.

De même, 8 Français sur 10 déclarent avoir confiance en l'eau du robinet. Ils se disent également plus préoccupés que les années précédentes par l'évolution des ressources. 46% craignent en effet de manquer d'eau dans l'avenir.

Portfolio



©Photo 6th World Water Forum / Jean-Christophe Barib



L'impressionnante maquette du barrage des Trois Gorges (Chine).

©Photo 6th World Water Forum - Audrey de Bonneville



Frédéric Mugira s'engage pour le monde.

©Photo 6th World Water Forum - Audrey de Bonneville



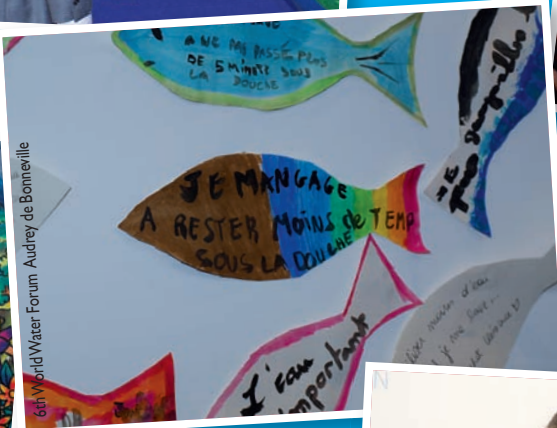
Nettoyer sans polluer, c'est ce que montre Valérie Miravalls, de l'Atelier Méditerranéen pour l'Environnement.

©Photo 6th World Water Forum - Audrey de Bonneville



Dessin du Japon

©Photo 6th World Water Forum - Christophe Lamourre



©Photo 6th World Water Forum - Audrey de Bonneville

« Adopte une sardine et engage-toi à sauver la planète », une initiative de l'Atelier Méditerranéen pour l'environnement.

Paul et Juliette découvrent le Village des Solutions.



©Photo 6th World Water Forum / NBDC



La fontaine de l'artiste Hundertwasser accueille les visiteurs au stand de la Ville de Marseille.

©Photo 6th World Water Forum - Audrey de Bonneville



©Photo 6th World Water Forum - Audrey de Bonneville

« Les toilettes ne sont pas des poubelles ». Exposition L'eau - L'avenir.



©Photo 6th World Water Forum / Christophe Lamourre

Un grand merci à tous les bénévoles !



©Photo 6th World Water Forum / Christophe Taamourre

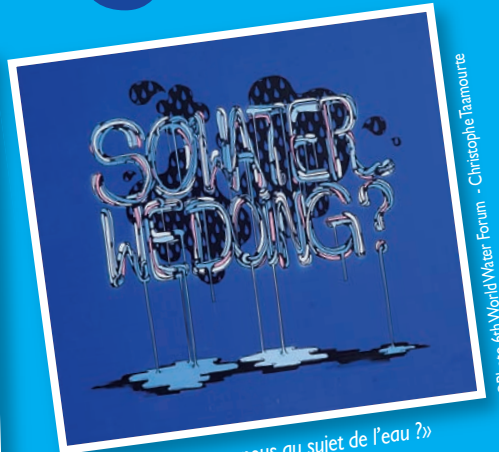
Concert de la Solidarité du Conseil Mondial de l'Eau.



©Photos Jean-Christophe Barla



Dans le cadre du Forum, EDF a ouvert la centrale hydroélectrique de Saint-Chamas (Bouches-du-Rhône) à près de 500 visiteurs pour un cheminement urbain conçu par le groupe d'arts de la rue Illopie.



©Photo 6th World Water Forum - Christophe Taamourre

« Alors, que faisons-nous au sujet de l'eau ? »



©Photo 6th World Water Forum / Christophe Taamourre

Eun-Kyung Park et Jens Berggren lors de la cérémonie de clôture du processus jeunes annonçant les prochaines étapes de travail.



©Photo 6th World Water Forum - Christophe Taamourre

Session « Multiplier les solutions en réponse aux défis de l'Afrique en matière de sécurité de l'eau ».



©Photo 6th World Water Forum - Christophe Taamourre

Remise du 3e grand prix mondial de l'eau de Kyoto à Katosi Women Development Trust Ouganda.



©Photo 6th World Water Forum - Christophe Taamourre

O Mamaô, le spectacle aquamusical pour les tout-petits.



©Photo 6th World Water Forum - Christophe Taamourre

Passation de drapeaux entre la France et la Corée du Sud. Au revoir Marseille ! A bientôt à Daegu pour le prochain Forum.



©Photo Noa Schlesinger et Claire Vigé-Hélie

En famille au pavillon bidonville.



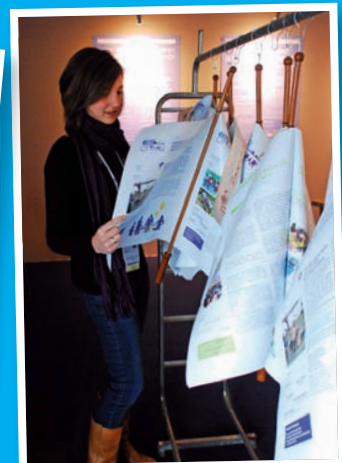
©Photo 6th World Water Forum - Christophe Taamourre

Débat citoyen samedi matin.



©Photo 6th World Water Forum - Christophe Taamourre

Des bracelets déclinés en couleur les solutions proposées dans le cadre du Forum.



©Photo Noa Schlesinger et Claire Vigé-Hélie

Lecture recyclable au pavillon bibliothèque.

Les réseaux de villes s'attaquent aux changements globaux

A Marseille, les réseaux d'autorités locales sont en pointe sur les questions d'urbanisation et de changements climatiques. « Le 21^e siècle sera celui des villes » prophétise David Cadman, Président d'ICLEI-Les Gouvernements locaux pour la durabilité. En effet d'ici 2050, les deux tiers de l'humanité vivront en ville, totalisant 6 milliards d'urbains contre 3 aujourd'hui. « Nous devons doubler la capacité urbaine existante, construire en 40 ans ce que l'on a fait en 4000 ! Cela est impossible sans transformer nos modes de consommation et nos modèles de développement urbain », prévient-il.

Les changements climatiques rendent plus urgente cette transformation des villes. Muchadeyi Masunda, maire de Harare au Zimbabwe et co-président de Cités et Gouvernements Locaux Unis témoigne : « De plus en plus de nos membres en Afrique sont déjà affectés par les effets du changement climatique ». Dans ce contexte, il apparaît d'autant plus important de bien gérer les ressources en eau. Harare collabore ainsi avec la ville de Munich en Allemagne. « Nous devons apprendre directement de juridictions plus matures, confirme Muchadeyi Masunda, et les réseaux de villes constituent un médium important pour la mise en œuvre de solutions concrètes ».

Visites de terrain en Provence : partage de pratiques en Provence et en Méditerranée

Les associations syndicales de propriétaires et la Société du canal de Provence (SCP) ont accueilli près de 450 participants pour une journée technique le 14 mars, au Tholonet, près d'Aix-en-Provence. Au programme, conférences-débats et sept visites de terrain pour échanger autour des solutions techniques et des modèles de gouvernance des réseaux d'irrigation en Méditerranée. Depuis près de 50 ans, la SCP réalise et gère les ouvrages nécessaires à l'alimentation en eau de la Provence orientale et côtière.

Le Pacte d'Istanbul pour l'Eau, une reconnaissance historique du rôle des autorités locales et régionales

Au terme d'un processus des autorités locales et régionales historique, le Pacte d'Istanbul pour l'Eau a atteint plus de 1100 signataires. A l'heure des changements globaux, maires et leaders locaux apportent des solutions concrètes aux problèmes de l'eau.



Les signataires du Pacte d'Istanbul démontrent leur engagement.

J eudi 15 mars, le processus des autorités locales et régionales se termine. Son co-président, Serge Lepeltier, maire de Bourges, est limpide : « Les pays où la gestion de l'eau est la meilleure sont ceux avec un fort degré de décentralisation ; les autorités locales et régionales jouent un rôle central ». Celles-ci ont pleinement participé à ce 6^{ème} Forum, obtenant une reconnaissance historique selon Loïc Fauchon, président du Conseil mondial de l'eau.

De fait, les collectivités sont porteuses de solutions. La communauté de communes Bourges Plus a ainsi piloté un programme destiné à reconquérir une bonne qualité de l'eau grâce à la conversion agricole vers des modes de production raisonnés. A Rabat, au Maroc, ce sont des carpes qui sont utilisées pour stabiliser la qualité de l'eau des retenues, créant une nouvelle activité économique locale. A Osaka au Japon, les eaux usées produisent de l'énergie réduisant du même coup les émissions de gaz à effet de serre et les dépenses d'assainissement. Des solutions intelligentes qui s'échangent à travers la coopération décentralisée, « d'égal à égal » comme le souligne Michel Delebarre, président de Cités Unies.

Mobiliser les acteurs face aux changements globaux

Le forum est l'occasion d'accentuer la mobilisation de l'échelon local pour une gouvernance durable de l'eau. De nombreuses collectivités ont ainsi signé le Pacte d'Istanbul pour l'eau, portant le nombre des signataires à plus de 1100. Le document réaffirme la nécessité du contrôle public et local de l'eau comme bien public et interpelle sur l'urgence de s'adapter aux changements climatiques et à l'urbanisation de la planète. Maire de Banforo au Burkina Faso, Souleymane Soulama témoigne : « en 20 ans, la saison humide s'est raccourcie de deux mois et le débit de notre fleuve s'est effondré ».

Eau, urbanisation, changements climatiques, autant de défis qui s'entrecroisent et sont au cœur du développement durable. A Marseille, les autorités locales ont accru leur mobilisation et ont été reconnues comme des acteurs de premier plan. Pour Mercedes Bresso, présidente du Comité des régions de l'Union Européenne, « nous devons nous inspirer du processus du Forum pour Rio+20 ».



Suivre et évaluer pour un meilleur service des eaux

L'accès à l'eau ne constitue pas une fin en soi si la qualité du service n'est pas au rendez-vous. Des indicateurs mesurent les niveaux de performance.

Les zones péri-urbaines et les petites villes des pays en développement sont souvent délaissées en matière d'eau et d'assainissement. Lorsque les systèmes existent, les performances affichées sont fréquemment inférieures aux niveaux prévus. A travers des interventions de participants d'une quinzaine de pays, l'Agence Française de Développement (AFD) a cherché à démontrer que le suivi-évaluation peut améliorer la qualité du service fourni aux usagers tout en réduisant les coûts.

Le suivi-évaluation repose sur la collecte de données au niveau local. Ces données permettent de renseigner un certain nombre d'indicateurs de performance, techniques, financiers, institutionnels. Ces informations, reflets de la qualité du service, sont ensuite restituées aux différentes parties prenantes : usagers, exploitants, maîtres d'ouvrage, ministère responsable de l'eau, institutions de développement...

Certains pays développés mettent déjà en oeuvre cette approche. En France, l'Observatoire national des services publics d'eau et d'assainissement, au sein de l'ONEMA (Office national de l'eau et des milieux aquatiques), joue ce rôle : les données locales sont saisies dans une base nationale. Ce travail permet de produire un rapport mettant en valeur plusieurs indicateurs de performance. Il rend également possible les

comparaisons entre régions en vue d'adapter, si nécessaire, les politiques publiques.

Le suivi-évaluation progresse au Sud

Au Sud, la pratique se généralise aussi. Ainsi, au Kenya, le système d'information sur la régulation de l'eau identifie neuf indicateurs-clé de performance. Le rapport annuel félicite chaque année les opérateurs locaux qui transmettent les informations demandées et n'hésite pas à citer nommément ceux qui ne jouent pas le jeu. Au Niger où des organismes associatifs agréés par le gouvernement assurent le suivi-évaluation, les ventes d'eau, à hauteur de 0,03€ le m³ couvrent le coût du système. Le meilleur recouvrement des impayés que favorise ce système aide à la maîtrise des coûts d'exploitation et les montants épargnés servent à renouveler les équipements.

A Madagascar, à Haïti, dans les Territoires Palestiniens ou encore au Congo, de tels mécanismes commencent à se mettre en place. Les défis restent de taille, notamment pour garantir la fiabilité et l'harmonisation des données collectées et pour renforcer les capacités locales. Néanmoins, des mécanismes d'appui, comme la coopération proposée par le Syndicat des eaux d'Ile de France (SEDIF), sont disponibles. ●

Plus de transparence dans les techniques de forages par fracturation hydraulique

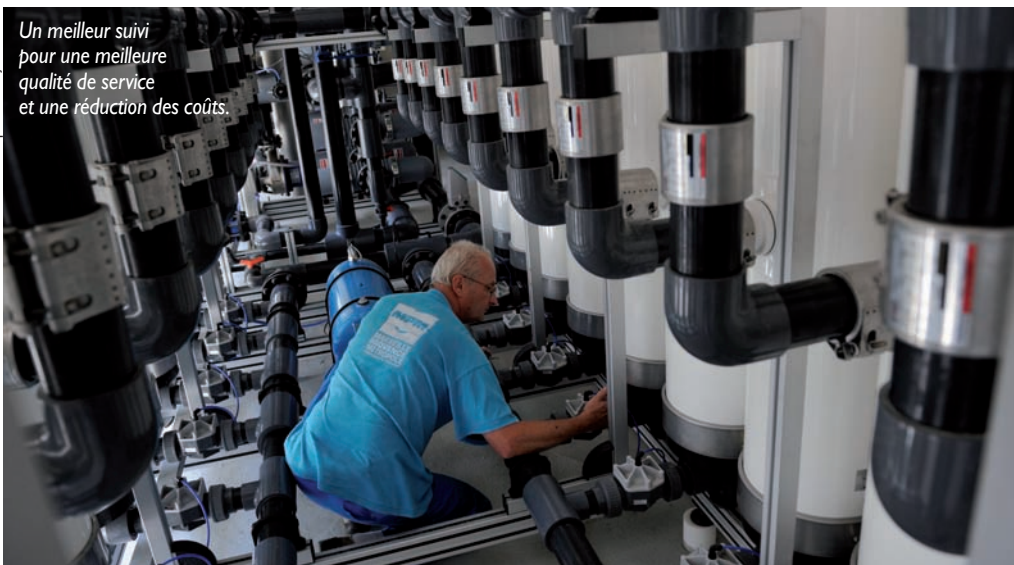
Outre la quantité démesurée d'eau nécessaire pour creuser un puits, la violence de cette technique d'extraction de gaz naturels crée des fissures dans le sol. De tels forages existent dans le monde entier. En cas de mauvaise étanchéité du puits, plusieurs milliers de litres d'eau d'extraction totalement toxique peuvent atteindre et contaminer les nappes souterraines. Corinne Lepage, membre française au parlement européen, dénonce la lenteur de la mise en place d'une bonne juridiction et le manque de transparence quant aux produits chimiques utilisés pour ce type d'extraction. L'ONG Food and Water Watch recommande l'interdiction totale des forages par fracturation hydraulique.

Surmonter la soif et la faim

Le Qatar n'a pas de rivières ni de lacs ; l'eau souterraine est la seule ressource d'eau douce disponible pour les besoins humains et agricoles du pays. En 2008 le gouvernement a établi le Programme National de Sécurité Alimentaire du Qatar (QNFSP) pour atteindre l'autosuffisance et ainsi diminuer la dépendance du pays envers les importations alimentaires.

Pour Fahad Bin Mohammed Al-Attiya, président du programme, on peut utiliser la désalinisation de l'eau de mer et le traitement des eaux usées pour atteindre l'objectif de suffisance en eau domestique et en sécurité alimentaire dans les zones arides au travers de l'Alliance mondiale des zones arides.

Un meilleur suivi pour une meilleure qualité de service et une réduction des coûts.



Jordanie : Actions contre défis

Malgré la difficulté de convaincre les fermiers d'irriguer leurs plantes avec des eaux "grises", 80% d'entre eux dans la vallée de Jordanie les utilisent déjà et cet usage engendre un impact sur l'économie nationale, selon Guy Honoré, coordinateur du programme GIZ-Jordan. La Jordanie a franchi beaucoup d'étapes en matière d'eau, à l'exemple du transfert de l'eau depuis l'aquifère de Disi pour l'approvisionnement de la capitale, à hauteur de 100 million de m³ d'eau chaque année. Ce projet sera mis en place par l'entreprise turque GAMA, avec l'appui financier de la Banque européenne d'investissement et l'Agence de développement française qui ont accordé chacune une rallonge de 100 millions de dollars en prêts concessionnels au gouvernement.

Vers une intégration Nord-Sud pour relever le défi de la gestion des ressources en eau et des écosystèmes

"Il faudra deux Forums Mondiaux de l'eau pour définir une stratégie véritable de gestion de l'eau et des écosystèmes", indique Chris Baker, Directeur programme et Stratégie au sein de l'ONG Wetland International, qui s'exprimait le 15 mars, lors de la session "s'engager à combler le retard relatif à la gestion des ressources en eau et des écosystèmes".

Wetland International, organisation à but non lucratif, fondée au Royaume Uni en 1954, s'intéresse à la protection des zones humides et la gestion durable.

Une rencontre destinée à proposer des engagements afin de relever le défi lié à la qualité des ressources hydriques et des écosystèmes. Chris Baker salu l'accord de coopération dans la gestion des ressources en eau et des écosystèmes signé entre l'organisation Wetland International et l'Autorité du Bassin du Niger en Afrique de l'Ouest, l'Organisation de la mise en valeur du fleuve Sénégal et la Commission Internationale pour la Protection de la Rivière de Danube.

Panel de haut niveau sur l'eau et les catastrophes : "Il faut se préparer à l'imprévisible"

Un an après la catastrophe de Fukushima, l'enjeu des catastrophes naturelles liées à l'eau apparaît comme un sujet de préoccupation majeur à l'échelle internationale, autant au Nord qu'au Sud. La volonté politique reste la clef.

J eudi 16 Mars 2012, un panel de haut niveau a insisté sur l'importance de la prévention des catastrophes naturelles. En ouverture de la conférence, le prince du Japon Nahurito aborde au cours d'un message filmé le séisme, le tsunami puis l'accident nucléaire survenu voici un an à Fukushima, en invitant les participants du panel à tirer les leçons des expériences passées.

Il souligne l'incroyable résilience de son peuple : « Nos ancêtres ont fait front, combattu, et surmonté des difficultés identiques à celles auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés. Malgré des pertes, des problèmes et une tristesse immenses, nous continuons à avancer, parce que notre société a été fondée sur les efforts incessants de notre population pour atténuer les effets des catastrophes. » Les invités du panel préconisent une meilleure anticipation des catastrophes, en mettant en avant les initiatives exemplaires des Pays-Bas dans ce domaine. Selon ces experts, la catastrophe japonaise nous enseigne que l'approche holistique des risques (approche multi-catastrophes, ou multi-hazard approach) de la Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNISDR) s'impose. « Il faut se préparer à l'imprévisible », déclare José Luis Irigoyen, Directeur du Département de l'Eau à la Banque Mondiale.

Benoît Miribel, Président d'Action contre la Faim (ACF), insiste également sur la coordination nécessaire entre les acteurs, et le partage des expériences et pratiques. Les catastrophes affectent indifféremment pays développés et pays en développement. Une réelle solidarité internationale



Le tsunami qui a ravagé la centrale de Fukushima a réaffirmé la nécessité de coordonner les politiques publiques.

est indispensable à leur prévention et réduction. "Les compétences des collectivités locales doivent être renforcées", conclut Benoît Miribel.

«Nous souhaitons voir les Etats s'engager»

Maria Mutagamba, ministre ougandaise de l'Eau et de l'Environnement, souligne l'importance de l'éducation des populations. Face à des enjeux plus socio-économiques que scientifiques, «il est de notre devoir d'informer nos populations», affirme-t-elle. La transparence des décisions prises par les gouvernements apparaît comme la clef des bonnes politiques de prévention. Le Président d'ACF invite l'ensemble des acteurs et la société civile à suivre de près l'engagement réel des Etats. Son message est clair : «Nous souhaitons voir les Etats s'engager.»

La volonté politique s'avère indispensable à l'élaboration de solutions efficaces. ●

Ont participé à ce numéro :

Editeur : Editeur : Secrétariat du Comité International du Forum Mondial de l'Eau, 11 la Canebière 13001 Marseille France - **Directeur de la publication :** Jean-Marc Lacave, Directeur exécutif du Secrétariat du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau - **Rédactrice en chef :** Claudine Chilinski, Directrice Marketing, Communication - **Rédactrice en chef adjointe :** Carole Schaal-Cornillet - **Journalistes :** C. Garcia, J.-C. Barla, G. Tur, A. Place, M.-P. Vega, N. Bureau du Colombier - **Rédacteurs Réseau Projection :** M. Guyomard, A.-C. Popescu, C. Castellanos Perez Bolde, A. Labaeye, C. Vigé Hélie, J. Grueau, L. Ghiglia, H. Sanou, K.A. Tallagbé Dayé, B. Kakou Arsene, M. Djigo, A. Abu Saleem, Ebadati, T. Takeda, A. Issoufou, C. Perez Bolde, R. Tejada, M. Lobo, A. de Bonneville, S. Detchou, S. Davin, J. Chenut, F. Roignant, U. Fifi, J. Kileshye, S. Ngilambi, Z. Koffi Vilevo, R. Guirbaye, L. Johnson, Ludington, Uche, N. Shlesinger, Tignino, Li Ning, P. Anamaria-Cristina, A. Kafkalidis, H. Gonçalves - **Maquette :** A. Triureau - **Webmestre :** M.-C. Audibert - **Coordination :** Econostrum - **Traduction :** Words and Meanings